

No. 58216*

**Luxembourg
and
Belgium**

Treaty between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Belgium concerning the joint operation of A400M transport aircrafts within a binational unit. Luxembourg, 31 August 2021

Entry into force: *11 January 2024 by notification, in accordance with article 11(3)*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Luxembourg, 29 May 2024*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Luxembourg
et
Belgique**

Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale. Luxembourg, 31 août 2021

Entrée en vigueur : *11 janvier 2024 par notification, conformément au paragraphe 3 de l'article 11*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Luxembourg, 29 mai 2024*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS]

TRAITÉ

ENTRE

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ET

LE ROYAUME DE BELGIQUE

CONCERNANT L'EXPLOITATION COMMUNE

DES AERONEFS DE TRANSPORT A400M

AU SEIN D'UNE UNITÉ BINATIONALE

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

ET

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

Ci-après dénommés les Parties,

Considérant la Charte des Nations unies signée à San Francisco le 26 avril 1945 ;

Considérant le traité de l'Atlantique Nord signé à Washington le 4 avril 1949 ;

Considérant les traités sur l'Union européenne et sur le Fonctionnement de l'Union européenne signés respectivement à Maastricht le 7 février 1992, particulièrement en son titre V et à Rome le 25 mars 1957, particulièrement en son titre VI I, et tout instrument subséquent ;

Considérant l'Acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, signé à Helsinki le 1er août 1975 ;

Considérant la convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signé à Londres le 19 juin 1951, ci-après dénommée SOFA OTAN ;

Considérant le traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant la coopération en matière de défense et de sécurité, signé à Bruxelles le 5 février 2015 ;

Ayant à l'esprit les liens d'amitié qui existent entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique;

Se félicitant des succès de la coopération mise en place ces dernières décennies, en particulier de l'acquisition conjointe de sept avions A400M belges et d'un avion A400M luxembourgeois ;

Désireux de faire figure d'exemple concret de la mise en œuvre des concepts de l'OTAN et de l'Union européenne visant à promouvoir des coopérations multinationales renforcées ;

Considérant la volonté d'exploiter conjointement l'A400M luxembourgeois et les sept A400M belges dans le cadre d'une unité binationale belgo-luxembourgeoise, au sein de laquelle les huit aéronefs A400M seront opérés par des équipages binationaux, selon des règles communes ;

Notant les nombreuses coopérations d'ores et déjà entamées en matière de formation du personnel navigant, de l'acquisition et exploitation d'un simulateur de vol ainsi que de la mise en place d'une infrastructure de maintenance ;

Soucieux de définir un cadre juridique approprié pour la mise en place de cette unité binationale ;

Considérant l'arrangement technique entre la Ministre de la Défense du Royaume de Belgique et le Ministre de la Défense du Grand-Duché de Luxembourg concernant l'exploitation commune des avions de transports A400M dans la flotte binationale, signé à Bruxelles, le 12 juillet 2018, que le présent traité remplace;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 – Objet

Le présent traité a pour objet d'établir une unité binationale chargée de l'exploitation de la flotte des avions A400M belges et luxembourgeois au bénéfice des deux Parties et de définir les principes de fonctionnement de cette unité binationale.

Article 2 – Champ d'application

1. Le présent traité fixe le cadre de l'exploitation commune des avions A400M au sein de l'unité binationale.

2. Des arrangements techniques de mise en œuvre du présent traité peuvent être conclus entre les Parties.

3. Aucune des dispositions de ces arrangements techniques conclus en application du présent traité ne peut contrevenir aux dispositions de celui-ci. En cas de conflit entre les dispositions du présent traité et les dispositions d'un arrangement technique, les dispositions du présent traité priment.

Article 3 – Constitution de l'unité binationale

1. Une unité belgo-luxembourgeoise de transport aérien militaire est établie et opérée depuis la base aérienne de Melsbroek en Belgique, ci-après dénommée unité binationale. Elle est composée d'une flotte de sept avions A400M belges et d'un avion A400M luxembourgeois, de matériel et de personnel navigant et non navigant des deux Parties.

2. L'exploitation des avions A400M et le fonctionnement et la gestion de l'unité binationale s'effectuent sur base de procédures, directives et règlements communs.

3. En tant que pays d'immatriculation, la Partie belge assume les responsabilités liées à l'immatriculation et au marquage des huit avions A 400M opérés au sein de l'unité binationale. L'avion luxembourgeois porte sa cocarde nationale.

4. Les décisions relatives au fonctionnement de l'unité binationale, notamment celles ayant une incidence financière, sont prises d'un commun accord entre les Parties, selon les dispositions prévues dans les arrangements techniques entre les Parties.

5. La configuration des aéronefs A400M de l'unité binationale restera alignée pour toute la durée de leur exploitation commune.

Article 4 – Fonctionnement et engagement opérationnels de l'unité binationale

1. L'unité binationale est formée, équipée et capable d'effectuer un large éventail de missions de transport aérien militaire, dans un cadre national, multilatéral, ou en appui à une organisation internationale ou régionale, telles que l'OTAN, l'UE ou l'Organisation des Nations unies.

2. L'unité binationale est mise sous le contrôle opérationnel de l'European Air Transport Command (EATC). En accord avec les règles de procédure organisant l'EATC, les Parties peuvent cependant, à tout moment, de préférence avec un délai raisonnable, et sans aucune obligation d'en justifier les raisons, révoquer le transfert d'autorité concernant des tâches assignées à l'EATC.

3. Le fonctionnement opérationnel de l'unité binationale est détaillé dans un concept d'opération, approuvé de commun accord, entre les Parties.

4. Chaque aéronef A400M composant l'unité binationale ainsi que les différents équipages binationaux peuvent être engagés dans le cadre de missions de transport exécutées par l'unité binationale, sans distinction d'appartenance ou de nationalité.

5. Par dérogation aux paragraphes qui précèdent, chaque Partie pourra émettre des réserves ou restrictions nationales quant à la mise en œuvre de son/ses aéronef(s) et/ou de son personnel national, pour des missions ou opérations spécifiques. Chaque Partie désignera en son sein une autorité, appelée le « red card holder », chargée de garantir la conformité des missions exécutées par l'unité binationale, selon les instructions et limitations nationales émises par sa hiérarchie.

Dans le cadre de missions de transport politiquement sensibles, telles que définies entre les Parties, notamment mais pas exclusivement le transport de détenus, de réfugiés, ou l'invocation de l'article 5 du traité de traité de l'Atlantique Nord, chacune des Parties doit autoriser l'engagement de son aéronef et/ou de son personnel navigant.

Les Parties s'efforcent toutefois de limiter au maximum les réserves ou limitations nationales émises.

6. Pour la participation des Parties dans des opérations, notamment des opérations pour le maintien de paix menées par une organisation internationale ou régionale, chacune des Parties doit autoriser l'engagement de l'aéronef ainsi que du personnel navigant, conformément aux dispositions de sa législation interne.

7. Si l'une des Parties ne souhaite pas participer ou appuyer une mission en faisant valoir une clause d'exclusion (appelée clause d'*opt-out*), l'autre Partie est autorisée à effectuer la mission avec son propre aéronef et son propre personnel. Cette dernière peut utiliser l'aéronef de la Partie ayant fait valoir la clause d'exclusion, à moins que cette Partie ne se soit explicitement opposée à une telle utilisation.

Article 5 – Gestion de l'unité binationale

La Partie belge est en charge de la gestion quotidienne de l'unité binationale et de la base aérienne de Melsbroek. Elle est responsable de l'entraînement et de la formation, du soutien technico-logistique, de la configuration ainsi que de la navigabilité des aéronefs A400M composant l'unité binationale, au bénéfice des deux Parties.

Article 6 – Statut du personnel

1. La Partie luxembourgeoise contribue à l'unité binationale avec du personnel navigant et non-navigant et en supporte les coûts.

2. Ce personnel luxembourgeois est intégré au sein du 15 Wing de la Composante Air belge.

3. Le statut de ce personnel est régi par toute disposition internationale liant les Parties et, pour le surplus, par le SOFA OTAN.

4. Les arrangements existants et les arrangements techniques à conclure entre les Parties, en application de l'article 2 du présent traité, définissent, le cas échéant, les modalités pratiques relatives à l'intégration de ce personnel.

Article 7 – Répartition des coûts

1. Sauf dispositions dérogatoires expresses, la Partie belge prend en charge sept huitièmes et la Partie luxembourgeoise un huitième des frais d'exploitation, de fonctionnement et de soutien en service des aéronefs A400M et de l'unité binationale.

2. Les arrangements existants et les arrangements techniques à conclure entre les Parties, en application de l'article 2 du présent traité, précisent les modalités de règlement des frais communs entre les Parties, selon la clé de répartition contenue dans le paragraphe précédent.

Article 8 - Echange d'informations et de matériels classifiés

1. Les informations et matériels classifiés échangés ou produits dans le cadre du présent traité seront utilisés, traités, transmis et protégés conformément aux dispositions de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées du 09 février 2012, ainsi qu'aux lois et règlements des Parties en matière de sécurité.

2. Les Parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour pouvoir échanger toutes les informations requises afin de garantir le bon fonctionnement de l'unité.

Article 9 – Dommages et demandes d'indemnités

1. Les demandes d'indemnités pour les dommages subis dans le cadre du présent traité sont réglées entre les Parties conformément à l'Article VIII du SOFA OTAN.

2. En vue de l'application du précédent paragraphe et particulièrement des dispositions de l'Article VIII, 5.e. i. et ii. du SOFA OTAN relatif aux dommages causés aux tiers, les Parties conviennent des dispositions suivantes :

a. On entend par Etat d'origine responsable :

i. La Partie dont la faute d'un membre du personnel en service a causé l'accident ou l'incident.

ii. La Partie propriétaire du matériel ou de l'aéronef utilisé, lorsque la cause du dommage résulte d'une défectuosité du matériel ou de l'aéronef ou en cas de vol, d'incendie ou à la suite d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure.

3. Dans le cas de dommages causés par un tiers, la Partie propriétaire du matériel ou de l'aéronef endommagé se charge de la récupération éventuelle des dommages à l'encontre du tiers responsable, sauf en cas de dispositions spécifiques contraires prévues dans des arrangements entre les Parties.

4. Les demandes d'indemnités non couvertes par le SOFA OTAN seront traitées par les Parties concernées et seront réglées au cas par cas, conformément aux autres accords applicables et/ou au droit national et international applicables.

5. Tout accident ou incident impliquant un aéronef fait l'objet d'une enquête et d'un rapport circonstancié par la Partie belge, conformément à la législation en vigueur en Belgique. Le rapport est transmis à la Partie luxembourgeoise.

Article 10 - Règlement des différends

Tout différend lié à l'application ou à l'interprétation du présent traité est réglé exclusivement par voie de consultation entre les Parties.

Article 11 - Clauses finales

1. Le présent traité est conclu pour une période indéterminée.

2. Les dispositions du présent traité prévalent sur tous les arrangements conclus entre les Parties dans le cadre de l'unité binationale.

3. Le présent traité entre en vigueur à la date de la dernière notification écrite adressée par voie diplomatique par lesquelles les Parties s'informent de l'accomplissement des procédures nationales nécessaires à la mise en vigueur du présent traité.

4. Le présent traité peut être amendé de commun accord entre les Parties à tout moment et par écrit. Les amendements au présent traité entrent en vigueur à la date de la dernière notification écrite adressée par voie diplomatique par lesquelles les Parties s'informent de l'accomplissement des procédures nationales nécessaires à la mise en vigueur de l'amendement.

5. Chaque Partie peut mettre fin au présent traité à tout moment moyennant un préavis écrit d'un (1) an à l'autre Partie.

6. Les Parties peuvent également à tout moment mettre fin d'un commun accord au présent traité.

7. L'extinction du traité ne dégage pas les Parties de l'exécution des obligations contractées pendant la durée de son application.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent traité.

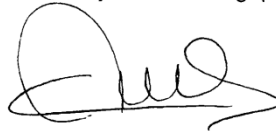
Fait à Luxembourg, le 31 août 2021 en deux exemplaires originaux rédigés en langue française.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg



François BAUSCH
Ministre de la Défense

Pour le Royaume de Belgique



Ludivine DEDONDER
Ministre de la Défense

[TRANSLATION – TRADUCTION]

TREATY BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE KINGDOM OF BELGIUM CONCERNING THE JOINT OPERATION OF A400M TRANSPORT AIRCRAFT WITHIN A BINATIONAL UNIT

The Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Belgium,
Hereinafter referred to as the Parties,

Considering the Charter of the United Nations, signed in San Francisco on 26 April 1945,

Considering the North Atlantic Treaty, signed in Washington on 4 April 1949,

Considering the Treaty on European Union, signed in Maastricht on 7 February 1992, in particular title V thereof, and the Treaty on the Functioning of the European Union, signed in Rome on 25 March 1957, in particular title VII thereof, and subsequent instruments,

Considering the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe, signed in Helsinki on 1 August 1975,

Considering the Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the status of their forces, signed in London on 19 June 1951, hereinafter referred to as NATO SOFA,

Considering the Treaty between the Kingdom of Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg for defence and security cooperation, signed in Brussels on 5 February 2015,

Mindful of the friendly relations between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Belgium,

Welcoming the successful cooperation established in recent decades, in particular the joint acquisition of seven Belgian A400M aircraft and one Luxembourg A400M aircraft,

Wishing to set a concrete example of the implementation of NATO and European Union concepts intended to promote enhanced multinational cooperation,

Considering the desire to operate the Luxembourg A400M aircraft and the seven Belgian A400M aircraft jointly within a binational Belgian-Luxembourg unit, with the eight A400M aircraft operated by binational crews, according to common rules,

Noting the numerous cooperation projects already under way in relation to the training of flight personnel, the acquisition and operation of a flight simulator, and the establishment of maintenance infrastructure,

Seeking to specify an appropriate legal framework for the establishment of the binational unit,

Considering the technical arrangement between the Minister of Defence of the Kingdom of Belgium and the Minister of Defence of the Grand Duchy of Luxembourg concerning the joint operation of A400M transport aircraft in the binational fleet, signed in Brussels on 12 July 2018, which this Treaty replaces,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose

The purpose of this Treaty is to establish a binational unit responsible for operating the fleet of Belgian and Luxembourg A400M aircraft for the benefit of both Parties and to set forth the operating principles of the binational unit.

Article 2. Scope

1. This Treaty sets out the framework for the joint operation of A400M aircraft within the binational unit.
2. The Parties may conclude technical arrangements for the implementation of this Treaty.
3. None of the provisions of any technical arrangements concluded pursuant to this Treaty shall contravene the provisions of this Treaty. In the event of a conflict between the provisions of this Treaty and the provisions of the technical arrangements, the provisions of the Treaty shall prevail.

Article 3. Establishment of the binational unit

1. A Belgian-Luxembourg military air transport unit, hereinafter referred to as the binational unit, shall be established and operated from Melsbroek airbase in Belgium. It shall consist of a fleet of seven Belgian A400M aircraft and one Luxembourg A400M aircraft, equipment and flight and ground personnel from both Parties.
2. The operation of the A400M aircraft and the running and management of the binational unit shall be based on common procedures, directives and regulations.
3. As the country of registration, Belgium shall assume responsibility for registering and marking the eight A400M aircraft operating within the binational unit. The Luxembourg aircraft shall bear its national roundel.
4. Decisions concerning the operation of the binational unit, in particular those with financial implications, shall be taken by mutual agreement between the Parties, in accordance with the provisions set out in the technical arrangements between the Parties.
5. The configuration of the binational unit's A400M aircraft will remain aligned for the duration of their joint operation.

Article 4. Operational functioning and deployment of the binational unit

1. The binational unit shall be trained, equipped and capable of carrying out a wide range of military air transport missions, on a national or multilateral basis, or in support of an international or regional organization, such as NATO, EU or the United Nations.
2. The binational unit shall be placed under the operational control of the European Air Transport Command (EATC). In accordance with the rules of procedure of EATC, the Parties may, however, at any time, preferably with reasonable notice, and with no obligation to provide justification, revoke the transfer of authority concerning tasks assigned to EATC.
3. The operational functioning of the binational unit shall be set out in detail in a concept of operations, approved by mutual agreement between the Parties.

4. Each A400M aircraft within the binational unit, as well as the various binational crews, may be deployed on transport missions carried out by the binational unit, regardless of nationality or ownership.

5. Notwithstanding the paragraphs above, each Party may enter national reservations or restrictions regarding the deployment of its national aircraft and/or personnel for specific missions or operations. Each Party shall designate an internal authority, known as the “red card holder”, which shall be responsible for ensuring the compliance of missions carried out by the binational unit with national instructions and restrictions issued by its senior officials.

The authorization of each Party shall be required for its aircraft and/or flight personnel to be deployed in politically sensitive transport missions, as established between the Parties, including but not limited to the transport of persons in custody and refugees, or the invocation of article 5 of the North Atlantic Treaty.

The Parties shall, however, endeavour to keep national reservations or restrictions to a minimum.

6. With respect to the participation of the Parties in operations, in particular peacekeeping operations led by an international or regional organization, each Party shall authorize the deployment of the aircraft and the flight personnel, in accordance with the provisions of its domestic law.

7. If one of the Parties does not wish to participate in or support a mission and invokes an opt-out clause, the other Party shall be authorized to carry out the mission with its own aircraft and its own personnel. The latter Party may use the aircraft of the Party that invoked the opt-out clause, unless that Party explicitly objects to such use.

Article 5. Management of the binational unit

Belgium shall be responsible for the day-to-day management of the binational unit and the Melsbroek airbase. It shall be responsible for training, technical and logistical support, and the configuration and airworthiness of the A400M aircraft that make up the binational unit, for the benefit of both Parties.

Article 6. Status of personnel

1. Luxembourg shall contribute flight and ground personnel to the binational unit and shall bear the costs thereof.

2. The personnel of Luxembourg shall be integrated into the 15th Wing of the Belgian Air Component.

3. The status of the personnel of Luxembourg shall be governed by any international instrument that is binding on the Parties and, in all other respects, by NATO SOFA.

4. Existing arrangements and any technical arrangements concluded by the Parties pursuant to article 2 of this Treaty shall set forth, where appropriate, the practical arrangements for the integration of the personnel.

Article 7. Distribution of costs

1. Unless expressly agreed otherwise, Belgium shall bear seven eighths and Luxembourg one eighth of the costs of operating, running and providing in-service support for the A400M aircraft and the binational unit.

2. Existing arrangements and technical arrangements concluded by the Parties pursuant to article 2 of this Treaty shall specify the procedures for the settlement of joint costs between the Parties, in accordance with the basis of apportionment set out in the previous paragraph.

Article 8. Exchange of classified information and material

1. Classified information and material exchanged or produced under this Treaty shall be used, processed, transmitted and protected in accordance with the provisions of the Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Belgium on the exchange and mutual protection of classified information of 9 February 2012, as well as the security laws and regulations of the Parties.

2. The Parties agree to take the measures necessary to be able to exchange all the information required to ensure the smooth functioning of the unit.

Article 9. Damage and claims for compensation

1. Claims for compensation for damage under this Treaty shall be settled between the Parties in accordance with article VIII of NATO SOFA.

2. For the purpose of implementing the previous paragraph, and in particular the provisions of article VIII, paragraph 5. e. i. and ii., of NATO SOFA on damage to third parties, the Parties agree to the following provisions:

a. “Responsible State of origin” means:

i. The Party of the serving personnel whose error caused the accident or incident.

ii. The Party that owns the equipment or aircraft in use, when the cause of the damage is a defect in the equipment or aircraft, or in the event of theft, fire, an act of God or force majeure.

3. In the event of damage caused by a third party, the Party that owns the equipment or aircraft that sustained the damage shall be responsible for any recovery of damages from the third party responsible, except where specific provisions to the contrary are set out in arrangements between the Parties.

4. Claims for compensation not covered by NATO SOFA shall be handled by the Parties concerned and settled on a case-by-case basis, in accordance with other applicable agreements and/or applicable national and international law.

5. Any accident or incident involving an aircraft shall be investigated and reported on in detail by Belgium, in accordance with the laws in force in Belgium. The report shall be transmitted to Luxembourg.

Article 10. Settlement of disputes

Any dispute concerning the application or interpretation of this Treaty shall be resolved exclusively through consultation between the Parties.

Article 11. Final provisions

1. This Treaty shall remain in force for an indefinite period.
2. The provisions of this Treaty shall take precedence over all arrangements concluded between the Parties in connection with the binational unit.
3. This Treaty shall enter into force on the date of the last of the written notifications, sent through the diplomatic channel, by which the Parties inform each other that the national procedures necessary for the entry into force of the Treaty have been completed.
4. This Treaty may be amended at any time in writing, by mutual agreement between the Parties. Amendments to this Treaty shall enter into force on the date of the last of the written notifications, sent through the diplomatic channel, by which the Parties inform each other that the national procedures necessary for the entry into force of the amendment have been completed.
5. Either Party may terminate this Treaty at any time by giving the other Party one year's written notice.
6. The Parties may also terminate this Treaty at any time by mutual agreement.
7. The termination of the Treaty shall not discharge the Parties of obligations assumed during the period of its implementation.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Treaty.

DONE at Luxembourg on 31 August 2021 in two original copies in the French language.

For the Grand Duchy of Luxembourg:

FRANÇOIS BAUSCH
Minister of Defence

For the Kingdom of Belgium:

LUDIVINE DEDONDER
Minister of Defence